



CHAPITRE 22

Loi concernant le pouvoir exécutif

[Sanctionnée le 9 mai 1941]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 66 de la Loi de la Législature (Statuts S.R., c. 3, refondus, 1925, chapitre 3), modifié par l'article 3 de la loi 17 George V, chapitre 13; l'article 3 de la loi 18 George V, chapitre 12; l'article 65 de la loi 20 George V, chapitre 19; l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 19; l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 11; l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 45; l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20 et l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Le traitement des ministres ou membres du Conseil exécutif n'est pas une cause d'incapacité au sens de l'article 65." Exception pour les membres.

2. L'article 5 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), remplacé par l'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**5.** Le lieutenant-gouverneur peut nommer, sous le grand sceau de la Province, au nombre des membres qui composent le Conseil exécutif, les fonctionnaires suivants qui restent en office durant bon plaisir, savoir: Portefeuilles.

1° Un premier ministre qui est, de droit, président du conseil;

2° Un ministre chargé de l'administration de la justice, désigné sous le nom de procureur général;

3° Un ministre investi des pouvoirs définis par la Loi du secrétariat (chap. 18), et désigné sous le nom de secrétaire de la province;

4° Un ministre chargé de diriger le département du trésor, et désigné sous le nom de trésorier de la province;

5° Un ministre des terres et forêts;

6° Un ministre de la colonisation;

7° Un ministre de l'agriculture;

8° Un ministre de la voirie;

9° Un ministre des travaux publics;

10° Un ministre du travail;

11° Un ministre de la santé et du bien-être social;

12° Un ministre des mines et des pêcheries maritimes;

13° Un ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce;

14° Un ministre de la chasse et de la pêche."

S.R., c. 6,
a. 7, am.

3. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 12, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Effet de
l'arrêté en
conseil.

"Tout arrêté en conseil pris en vertu des dispositions du présent article a son effet à compter de sa date et est ensuite publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le premier volume des Statuts imprimé après cette publication."

Publication.

S.R., c. 10, a.
3, remp.

4. L'article 3 de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), remplacé par l'article 3 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20 et modifié par l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 29 et l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 13, est de nouveau remplacé par le suivant:

Sous-chefs.

"3. Les sous-chefs sont le sous-ministre de chacun des départements énumérés à l'article 2 de la Loi des départements (Statuts refondus, 1925, chapitre 13), lesquels sont respectivement désignés sous le nom de sous-ministre du département auquel ils sont attachés, sauf ceux des quatre départements en premier lieu énumérés audit article, lesquels sont respectivement désignés "greffier du conseil exécutif, assistant-procureur général, sous-secrétaire de la province et assistant-trésorier de la province". Au département de l'instruction publique, il y a deux sous-ministres qui

en sont les secrétaires. Le chef du cabinet du premier ministre est également sous-ministre, de même que l'auditeur de la province, dans la mesure où cette désignation est compatible avec les fonctions qui lui sont assignées par la Loi du revenu et de la vérification des comptes."

5. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 5 de S.R., c. 10, la loi 16 George V, chapitre 14; l'article 4 de la loi 1^a, 9, am. Édouard VIII (2^e session), chapitre 20; l'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 29; l'article 3 de la loi 2 George VI, chapitre 25 et l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 13, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Chacun des sous-ministres reçoit un traitement de cinq mille dollars pour la première année qui suit sa nomination, avec augmentation annuelle de cinq cents dollars jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum de six mille dollars."

6. L'article 2 de la Loi des départements, (Statuts S.R., c. 13, refondus, 1925, chapitre 13), remplacé par l'article 5², remp. de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 20, et modifié par l'article 3 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 29, est remplacé par le suivant:

"2. Pour l'administration des affaires de la province, les départements suivants sont constitués: ^{Départements.}

1° Le département du conseil exécutif, présidé par le premier ministre;

2° Le département du procureur général, présidé par ce ministre;

3° Le département du secrétaire de la province, présidé par ce ministre;

4° Le département du trésor, présidé par le trésorier de la province;

5° Le département des terres et forêts, présidé par le ministre des terres et forêts;

6° Le département de la colonisation, présidé par le ministre de la colonisation;

7° Le département de l'agriculture, présidé par le ministre de l'agriculture;

8° Le département de la voirie, présidé par le ministre de la voirie;

9° Le département des travaux publics, présidé par le ministre des travaux publics;

10° Le département du travail, présidé par le ministre du travail;

11° Le département de la santé et du bien-être social, présidé par le ministre de la santé et du bien-être social;

12° Le département des mines et des pêcheries maritimes présidé par le ministre des mines et des pêcheries maritimes;

13° Le département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, présidé par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce;

14° Le département de la chasse et de la pêche, présidé par le ministre de la chasse et de la pêche;

15° Le département de l'instruction publique, qui relève du secrétaire de la province, mais dont la direction administrative est confiée au surintendant de l'instruction publique."

S.R., c. 18,
a. 4, am.

7. L'article 4 de la Loi du secrétariat (Statuts refondus, 1925, chapitre 18) est modifié en retranchant les alinéas *b*, *c* et *e* du paragraphe 7° et le paragraphe 8°.

Id., a. 30,
am.

8. L'article 30 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

"1° Le mot "ministre" signifie le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce;"

Id., a. 31, am.

9. L'article 31 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "secrétaire de la province", par le mot "ministre".

S.R., c. 79A,
am.

10. La Loi du département des mines et des pêcheries (Statuts refondus, 1925, chapitre 79A, édicté par l'article 9 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20), est modifiée en ajoutant après le mot "pêcheries", chaque fois qu'il s'y rencontre, le mot "maritimes".

Id., a. 3, am.

L'article 3 de ladite loi est en outre modifié en retranchant les paragraphes 3° et 4°.

Interprétation.

Dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat ou autre document, concernant les matières visées par l'article 3 de ladite loi, comme il est modifié par le présent article, les expressions "ministre des mines et des pêcheries", "département des mines et des pêcheries", et "sous-ministre des mines et des pêcheries" désignent respectivement le ministre des mines et des pêcheries maritimes, le département des mines et des pêcheries maritimes et le sous-ministre des mines et des pêcheries maritimes.

Spécialement sont ainsi modifiées la Loi des mines de S.R. cc. 80 et Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80) et la Loi ^{84, am.} du service des pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1925, chapitre 84.)

11. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ^{S.R., c. 83A.} insérant, après le chapitre 83, le suivant: ^{aj.}

“CHAPITRE 83A

“LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE

“**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de: ^{Titre abrégé.} *Loi du département de la chasse et de la pêche.*

“**2.** Le ministre de la chasse et de la pêche, désigné ^{Ministre.} dans la présente loi sous le nom de “ministre”, a l’administration et la direction du département de la chasse et de la pêche.

“**3.** Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre ^{Fonctions, etc., du ministre.} consistent dans le contrôle et la gestion, par toute la province:

1° des pêcheries qui sont du ressort de la province, à l’exception des pêcheries maritimes;

2° de tout ce qui se rattache à la chasse;

3° du Parc national des Laurentides, du Parc de la Montagne Tremblante, du Parc national de la Gaspésie et du Parc national du Mont Orford.

“**4.** Le ministre peut enquêter lui-même ou donner ^{Droit d’enquête.} par écrit à toute personne compétente l’autorisation d’enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous son contrôle et sur toute affaire se rattachant à l’administration ou à la gestion de son département.

“**5.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme ^{Sous-ministre.} un sous-ministre de la chasse et de la pêche.

Sous la direction et l’autorité du ministre, le sous-^{Ses devoirs.} ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs; il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de ^{Ses pouvoirs.} la même manière que ceux du ministre et son autorité est celle du chef du département, et sa signature offi-

cielle donne force et autorité à tout document qui est ou peut être du ressort du département.

Suspension
d'employés.

Il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il juge la conduite reprehensible; il doit en faire rapport au ministre.

Secrétaire et
autres offi-
ciers, etc.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département conformément à la Loi du service civil ou à la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitres 10 et 10A), selon le cas.

Devoirs dé-
terminés par
le ministre.

"6. Les devoirs respectifs des officiers et des commis du département non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

Signature de
certains
actes.

"7. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le département, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

Authenticité
de copies de
documents.

"8. Toute copie d'un document faisant partie des archives du département, certifiée conforme par le ministre ou par le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

Droit d'en-
trée sur
propriétés
particulières.

"9. Le ministre ou tout officier du département de la chasse et de la pêche et toute personne qui les accompagne ou qui est régulièrement autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété particulière, si cela est nécessaire à l'accomplissement d'un devoir résultant d'une loi dont l'application relève du ministre."

Interpréta-
tion.

12. Dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat ou document quelconque, concernant les matières visées par l'article 3 de la Loi de la chasse et de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83A, édicté par l'article 11 de la présente loi), les expressions "ministre des mines et des pêcheries", "département des mines et des pêcheries", et "sous-ministre des mines et des pêcheries" désignent respectivement le ministre de la chasse et de la pêche, le département de la chasse et de la pêche et le sous-ministre de la chasse et de la pêche.

S. R. cc. 83,
86, 87, 88, 89
et 90; 2 Geo.
VI, c. 49 et 16
Geo. V, c. 30,
am.

Spécialement sont ainsi modifiées les lois suivantes, savoir: la Loi de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83); la Loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86); la Loi des clubs de chasse et de pêche

(Statuts refondus, 1925, chapitre 87); la Loi du Parc des Laurentides (Statuts refondus, 1925, chapitre 88), la Loi du Parc de la Montagne Tremblante (Statuts refondus, 1925, chapitre 89); la Loi du Parc national de la Gaspésie (Statuts refondus, 1925, chapitre 90); la Loi du Parc national du Mont Orford (2 George VI, chapitre 49); la Loi relative à l'île d'Anticosti (16 George V, chapitre 30).

13. L'article 3 de la Loi du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce (Statuts refondus, 1925, chapitre 101), remplacé par l'article 8 de la loi 25-26 George V, chapitre 45, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"5° De compiler les statistiques, à l'exception des statistiques démographiques."

14. La Loi concernant le département de la santé (Statuts refondus, 1925, chapitre 185A, édicté par l'article 4 de la loi 1 Édouard VIII (2e session) chapitre 29), est modifiée en remplaçant partout où elles se rencontrent les expressions "département de la santé", "ministre de la santé", "sous-ministre de la santé" par "département de la santé et du bien-être social", "ministre de la santé et du bien-être social" et "sous-ministre de la santé et du bien-être social".

15. Les articles 2 et 3 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"**2.** Le ministre de la santé et du bien-être social est chargé de l'administration du département de la santé et du bien-être social.

"**3.** Les attributions, devoirs et pouvoirs du ministre de la santé et du bien-être social sont de surveiller l'administration ou l'application, suivant le cas, des lois qui se rattachent aux objets suivants:

- a. l'hygiène et la santé publique;
- b. l'assistance publique;
- c. les aliénés;
- d. les hôpitaux publics et privés.

Le ministre est encore chargé:

- a. de favoriser, par tous les moyens et mesures qu'il juge adéquats, l'avancement et le développement de la santé publique et du bien-être social dans la province;
- b. de coopérer avec le gouvernement du Canada pour faciliter l'application dans la province des lois du parle-

ment du Canada relatives à la santé publique et au bien-être social;

c. de favoriser les études scientifiques sur la santé publique et le bien-être social et de suggérer des mesures pratiques pour prévenir la maladie et la mortalité;

d. de compiler annuellement les statistiques des naissances, mariages et décès dans la province, ainsi que de la cause des décès."

1 Ed. VIII
(2), c. 29, a. 6,
remp.

Interpréta-
tion.

16. L'article 6 de la loi 1 Édouard VIII (2e session) chapitre 29 est remplacé par le suivant:

"**6.** Dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat ou autre document, concernant, les matières visées par l'article 3 de la Loi du département de la santé et du bien-être social, les expressions "ministre de la santé", "secrétaire de la province", "directeur du service provincial d'hygiène", "chef du service de l'assistance publique de Québec" désignent le ministre de la santé et du bien-être social; les expressions "département de la santé", "département du secrétaire de la province" désignent le département de la santé et du bien-être social; les expressions "sous-ministre de la santé", "sous-secrétaire de la province" désignent le sous-ministre de la santé et du bien-être social.

S. R., cc. 186,
186A, 186B,
188, 189,
189A, 190,
207, 208 et
212, am.

Spécialement sont ainsi modifiées les lois suivantes, savoir: la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 186); la Loi des unités sanitaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 186A); la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose (Statuts refondus, 1925, chapitre 186B); la Loi relative à la tuberculose et à la mortalité infantile (Statuts refondus, 1925, chapitre 188); la Loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189); la Loi des hôpitaux privés (Statuts refondus, 1925, chapitre 189A); la Loi des asiles d'aliénés (Statuts refondus, 1925, chapitre 190); la Loi des cimetières non catholiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 207); la Loi des inhumations et des exhumations (Statuts refondus, 1925, chapitre 208); et la Loi de l'étude de l'anatomie (Statuts refondus, 1925, chapitre 212), et en conséquence, sont retranchés desdites lois les mots comportant que le directeur du service provincial d'hygiène ou le chef du service de l'assistance publique de Québec agit sous le contrôle du ministre de la santé et du bien-être social.

17. La Loi du cadastre (Statuts refondus, 1925, S.R., c. 261, chapitre 261) est modifiée en remplaçant partout où elle se rencontre l'expression "ministre de la colonisation" par l'expression "ministre des terres et forêts".

18. L'article 1 de la Loi relative au tourisme (1 Geo. VI, George VI, chapitre 48) est modifié en remplaçant le paragraphe a) par le suivant:

"a) "ministre" désigne le premier ministre;" "ministre".

19. L'article 1 de la Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement (3 George VI, chapitre 14), est modifié en remplaçant le paragraphe a) par le suivant:

"a) "ministre" désigne le premier ministre;" "ministre".

20. Les officiers et employés des services dont l'administration est, par la présente loi, confiée au département de la chasse et de la pêche, peuvent, sans autre nomination, continuer à remplir leur emploi dans ce département.

Le sous-ministre des mines et des pêcheries devient le sous-ministre de la chasse et de la pêche et il est déclaré que depuis le 26 août 1936, il a légalement exercé les fonctions et pouvoirs attribués au sous-ministre des mines et des pêcheries par la Loi du département des mines et des pêcheries (Statuts refondus, 1925, chapitre 79A, édicté par l'article 9 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20), spécialement ceux qui ont trait aux services dont l'administration est, par la présente loi, confiée au département de la chasse et de la pêche.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.